



AKANDJI K.

RÉPONSE À LA LETTRE OUVERTE DES ORGANISATIONS « DIAPORA AFRICAINE EN EUROPE » ET « GROUPE AGIR EUROPE-AFRIQUE »

La République Centrafricaine de l'authentique panafricaniste Barthélémy Boganda n'est pas votre marchepied.

Le 7 janvier 2021

Depuis plusieurs années, la République centrafricaine est devenue le repaire d'une nouvelle race de prédateurs : les prédateurs sous-couvert de panafricanisme.

Des personnages qui présentent les mêmes caractéristiques générales s'y pavanent avec arrogance : souvent méconnus au bataillon dans leurs propres pays, présentant des capacités incertaines, dépourvus de tout passé et de tout arrière-plan de lutte, invités de luxe du pouvoir à Bangui, ils sont passés maîtres dans l'art peu glorieux de la production stéréotypée d'un discours servile cynique grassement rémunéré.

Nous avons jusqu'à présent supporté leurs logorrhées et leurs récitations aussi grotesques qu'injurieuses. À présent, cela suffit !

À eux tous, moi, Jean-François AKANDJI-KOMBÉ, citoyen centrafricain et fier de l'être, je dis aujourd'hui :

Vous êtes une insulte à la mémoire panafricaniste de notre père fondateur, Barthélémy BOGANDA, ainsi qu'à celle des pères et mères du panafricanisme ; une injure permanente à l'intelligence des centrafricains. Nous, centrafricains, nous nous souviendrons que vous avez délibérément choisi d'être une part du problème qui gangrène notre pays, parce que ce problème vous nourrit.

Aux initiateurs de la lettre à laquelle j'ai décidé de répondre aujourd'hui, je dis ceci.

Vous avez décidé d'en découdre avec les candidats et les partis de l'opposition démocratique de notre pays, à nous les Centrafricains. Il leur revient de vous répondre sur le fond et je les exhorte à le faire.

Pour ma part, je voudrais que vous vous teniez pour dit :

- Que vous n'avez aucun titre à parler au nom du peuple centrafricain : vous n'en êtes pas ; il ne vous a choisi nulle part comme représentant ; vous ne le connaissez pas ; ou plus exactement vous n'en connaissez que vos commanditaires et donneurs d'enveloppes ; de même que du pays vous ne connaissez que certains lieux corrompus de la capitale ; vous n'avez sur notre terre aucun père, aucune mère, aucun enfant, bref aucun des vôtres mort, assassiné, brulé vif, égorgé au couteau ou découpé à la machette ; violé et violenté. Aussi, ne vous avisez plus à vous arroger le droit de parler en notre nom.
- Qu'avant de prétendre nous apprendre la démocratie, vous nous disiez d'abord ce que vous avez accompli pour l'avènement de ce régime dans votre propre pays, ce que vous y avez accompli pour la liberté du suffrage, pour la liberté d'expression, pour les libertés publiques en général, et les combats que vous avez mené pour la bonne gouvernance, contre la corruption, contre la répression etc.
- Que vous n'avez manifestement aucune qualité, mais alors aucune, pour nous donner des enseignements quant à la manière d'interpréter et de vivre notre Constitution ; à preuve, votre lettre est un tissu de confusions sur des exigences élémentaires de notre Loi fondamentale ; des confusions sur lesquelles chaque centrafricain se fera un devoir de vous instruire, comme cela a été fait de belle manière pour un certain J. DE LONDRES de Versailles !
- Que les termes mêmes de votre lettre ouverte jettent le discrédit sur la qualité de votre prétendue observation, et met en cause votre neutralité ainsi que votre objectivité. Vous assénez par exemple que « les centrafricaines et les centrafricains vaquent paisiblement à leurs occupations » et « qu'un climat de quiétude et de paix règne dans le pays ». D'où avez-vous vu cela ? De votre fenêtre de l'hotel Ledger ? Avez-vous été à Kouï, à Kongbo, à Mongoumba, à Zémio, à Bolokobo, à Paoua, à Ouandja, à Djema, à Batangafo par exemple ? Considérez-vous que nos compatriotes, qui sont sous la coupe des groupes armés et laissés à leur merci depuis six (6) longues années vivent « paisiblement » et dans la « quiétude » ? Vous assénez aussi catégoriquement que les élections ont connu « quelques imperfections qui ne sont pas de nature à mettre en cause l'issue du scrutin » ? Vous prendriez-vous par hasard pour une Cour constitutionnelle de République centrafricaine bis et avant l'heure ? Au nom de quoi vous arrosez-vous donc le droit de porter pareille appréciation, alors que dans le même temps par votre lettre vous refusez ce droit aux centrafricains ? Dans votre lettre vous « condamnez », « condamnez fermement », vous « insurgez contre », distribuez les droits de faire et de ne pas faire au peuple centrafricain, aux partis politiques, à la presse centrafricaine, à la société civile, et j'en passe. En définitive êtes-vous sûr que vous êtes bien des « observateurs » ? À moins que vous ne sachiez pas ce que le mot « observateur » veut dire ? Ne serait-ce pas que vous nous considérez, nous centrafricains, comme incapables de nous faire une opinion sur la base des faits, et des seuls faits, que vous aviez pour mission exclusive de rapporter ?

Je vous exhorte à vous ressaisir. Vous avez beaucoup à apprendre des centrafricains : apprendre le courage, apprendre la résilience, apprendre même l'exercice de la liberté, la véritable. Alors ne ratez pas cette occasion. Profitez de votre passage chez nous pour

vous instruire, courageusement, patiemment, opiniâtrement ; ce qui exige d'abord que vous vous sépariez de ces habits d'arrogance qui sont sur vous comme des champignons pourris par temps de saison sèche. Et, je me permets de vous rappeler cet enseignement de nos Vieux : on apprend mieux des autres en se taisant !

S'il s'agit de défendre la cause panafricaine, ce dont je ne pourrais que vous féliciter, je vous invite fraternellement à rentrer dans vos pays respectifs, à y planter dès à présent les germes de régimes qui respectent les citoyens, qui ne les prennent pas pour des idiots, qui sont attentifs à leurs rêves, à leurs aspirations, bref des régimes qui servent plutôt qu'ils ne se servent. Une fois que nous aurons accompli cela ensemble, vous chez vous et nous chez nous, je puis vous garantir que nous nous retrouverons pour bâtir cette Afrique des Africains, pour les Africains et par les Africains.

Entre-temps, je me tiendrai par tous temps à votre disposition pour un échange ouvert et public sur le destin de nos peuples.

Mais si votre action et vos propos ne visent pas sincèrement cette cause noble, alors je vous prierai moins fraternellement de prendre vos per diems et vos enveloppes garnies et d'aller au diable.



Jean-François AKANDJI-KOMBÉ

*Agrégé des Universités
Professeur de Droit public
Citoyen centrafricain, et fier de l'être*